Nº 25. 1er Septembre 1869 IIme année

LE PEUPLE POLONAIS

Organe de la Démocratie slave

JOURNAL BI-MENSUEL PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS.

Fais ce que dois, — advienne que pourra !

Le prix d'abonnement :	Trimestre.	Semestre.	Année.
Suisse	1 fr. 65	3 fr. —	5 fr. 40
Italie	1 » 70	3 » 10	5 » 70
France, Belgique, Allemagne, Pologne, pays Danubiens	1 » 80	3 » 35	6 » 20
Espagne, Angleterre, Danemark, Turquie et Grèce	2 » —	4 » —	7 » —

Le prix du numéro, 30 centimes.
Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

L'argent et les demandes d'abonnement doivent être adressés :
A **Genève**, au bureau de la Rédaction, 3, rue du Mont-Blanc;
A **Paris**, 16, rue Tournon, librairie de Luxembourg, ou à M. Bronislas Gruczynski, 31, chaussée du Maine.
Tout actionnaire du journal et tout réfugié politique jouissent d'une remise sur le prix d'abonnement (le port non compris) en raison de 20 %.
La Rédaction accepte des *annonces* à insérer, à 25 centimes la ligne.

NOTRE DEUIL EST DOUBLE

D'abord, **Antoine Berezowski** vient de mourir — Que les autres s'en réjouissent; nous qui n'avons pas approuvé son désespoir patriotique, nous avons tout droit de porter haut le deuil d'un patriote tombé.

Repose en paix, victime héroïque du doute mal fondé!!!

Ensuite, Polonais, nous sommes péniblement affligés de la mort prématurée d'un Russe.

Il vient de décéder à Genève **Alexandre Serno-Solowiewitch.** Réfugié politique, aussi courageux que honnête, il nous était plus qu'un ami personnel; il était de ce petit groupe de Russes qui non-seulement déclarent leur sympathie à la Pologne, mais qui l'aime très-sincèrement. — Il l'aimait sans fréquenter les salons de l'*hôtel Lambert;* il l'aimait sans en faire parade; il l'aimait au point de savoir nous dire la vérité, ce qui est beaucoup,— surtout qu'il nous la disait en face, sans nous calomnier en notre absence. — Ce groupe s'amoindrit à vue d'œil : Czernyszewsky, Michaïlow, les deux Solowiewitch... Sibérie et la mort! — Que la jeune Russie se hâte de remplacer ce vide; il y va de son honneur et de son salut.

Quant à nous, le peu qu'il nous en reste, ils nous deviennent plus chers encore. Courage, amis!

LES DEUX POLES

I

Congrès de Bâle

Nous avons mainte fois exprimé notre conviction fondamentale : nous ne croyons pas à un affranchissement politique sans la réorganisation sociale, comme nous ne croyons pas à une révolution sociale sans un affranchissement politique.— Déclarer l'homme libre d'abdiquer sa liberté chaque fois qu'il aura besoin de manger, ce n'est pas le rendre *libre*, mais se moquer de sa liberté. Prétendre le rendre heureux en lui assurant de manger tant qu'il voudra, à seule condition de ne pas se mêler des affaires politiques, c'est en faire le chien d'un bon maître et non un *homme heureux*.

Nous n'admettons pas la doctrine de la démocratie politique « de s'affranchir *d'abord* politiquement, et ensuite, n'ayant plus ni monarques ni soldats, penser à ce qu'il y a à faire sous le rapport social et économique; » car nous ne croyons pas le régime des banquiers et de la milice des épiciers plus accommodant avec le socialisme que ne le sont les monarques et les armées permanentes. Mais nous n'admettons pas non plus la doctrine de la démocratie exclusivement socialiste, car nous croyons toute l'organisation politique indissolublement liée avec le régime économique et social actuel. — Nous croyons ces deux écoles extrêmes condamnées à l'impuissance aussi longtemps qu'elles ne se confondront pas en un seul camp de la démocratie sérieuse, demandant tout affranchissement que le peuple a le droit de demander, et non pas une partie quelconque que ses oppresseurs voudront bien lui accorder.

Les lecteurs de notre feuille se rappelleront que nous subordonnons même le succès de la démocratie politique unie à la démocratie sociale à l'affranchissement sumultané des nationalités orientales de l'Europe. Aussi sommes-nous étonnés que notre question, catégoriquement posée dans le nº 16 du *Peuple polonais*, n'ait reçu aucune réponse dans toute la presse socialiste de l'Occident; à savoir :

« Les socialistes de l'Europe occidentale considèrent-ils leur cause comme solidaire avec le mouvement nationalement socialiste des peuples de l'Europe orientate? »

Pourquoi ne nous a-t-on pas répondu?

Croit-on en Occident notre socialisme nationaliste comme légitime ou comme une absurdité? — Dans le dernier cas, si ce nationalisme leur est contraire au point de préférer le socialisme de l'empire russe au socialisme de nos communes nationales, pourquoi ne le disent-ils pas franchement et nettement, pour que nous sachions à quoi nous en tenir? Et si non, si ce nationalisme ne leur empêche pas de nous considérer comme leur coreligionnaires, pourquoi hésitent-ils à avouer leur sympathie à ce mouvement destiné, non pas à *diviser* l'humanité « en groupes zoologiques, » comme nous calomnient les cosmopolites de l'empire russe, — mais, au contraire, destiné à *unir* cette humanité par la dissolution des États artificiels, et qui ne sont créés que par la force brutale?

Pourquoi l'école du socialisme occidental ne veut-elle pas se prononcer là-dessus catégoriquement comme nous le demandons?

Nous pouvons nous tromper (nous le voulons mêmes), — mais il nous paraît que l'unique raison de ce silence opiniâtre rend ces socialistes beaucoup plus rapprochés des aveugles parmi les libéraux parlementaires que cela en a l'air. Disons-le à bout portant, avec la franchise de barbares slaves que nous sommes : Les socialistes, comme les politiciens, savent parfaitement toute l'importance de ce mouvement national et socialiste en Europe orientale, mais ils espèrent, par leur silence, endormir la vigilance de leurs gouvernements respectifs, pour que ceux-ci ne saisissent pas cette dernière branche de salut.

Quelle combinaison puérile! — Un des deux : ou vos masses se sont embourbées dans un égoïsme mesquin et mercantile, au point de ne rien voir ni rien entendre plus loin que leur nez, et le cri de douleur de leurs frères orientaux ne peut plus percer le coton qui enveloppe leurs petits cœurs; — dans ce cas, de quoi a-t-on peur? En tendant une main secourable à ces nations opprimées, vos gouvernements soulèveront contre eux tous leurs sujets, et faciliteront votre succès, Messieurs les libéraux et les socialistes!

Mais si, au contraires, votre civilisation n'est pas encore parvenue à cadavériser dans vos ouvriers et vos villageois tout sentiment humain, et qu'ils puissent encore apprécier notre désir *d'être heureux sans accepter l'esclavage politique et international*, alors que faites-vous, myopes imprudents!... Mais avec cette dissimulation préméditée de la vérité, vous laissez entre les mains de vos ennemis la plus terrible arme qu'ils puissent avoir contre vous! Au lieu de frapper ainsi vos Césars, vous leur tressez de vos propres mains une couronne de lauriers..... Car, si vos masses sont encore composées d'hommes, elles se lèveront au premier cri d'honneur de celui qui, leur montrant la lâche oppression de 60 millions de leurs frères orientaux, fera appel à leur sentiment pour y porter secours. — Ne mesurez pas ces masses d'après vos propres sentiments *raffinement civilisés;* elles sont loin de votre doctrinarisme : quand un homme se noie, votre homme du peuple le sauve sans s'inquiéter quelle est sa profession de foi!

Et si vos Césars n'ont pas encore montré à ces peuples ce champ d'honneur, et n'ont pas encore fait appel à leur sentiment pour les aider dans cette œuvre grandiose,— c'est que, *civilisés* comme vous l'êtes, ils ne le feront qu'à la dernière extrémité, et autant qu'ils n'auront plus l'espoir de vaincre votre opposition politique ou sociale par des moyens moins coûteux. Mais chacun de vos succès mêmes avance l'heure de votre péril; quand ni presse salariée, ni police, ni prisons ne pourront plus rien contre vous, vos Césars feront **notre affaire...**

Votre propre histoire devrait vous convaincre que les peuples désirant l'indépendance, l'obtiennent tôt ou tard. L'Orient européen s'affranchira, quoi qu'en disent les doctrinaires de l'empire russe; la question n'est plus là, il s'agit de savoir s'il s'affranchira pour vous

aider, ou si on l'affranchira pour vous mettre à l'ordre?

Vos maîtres en civilisation matérialiste, confondant les États artificiels et oppresseurs avec les nationalités naturelles, vous ont inculqué que le principe de nationalité est contraire à la liberté et au socialisme. Nous repoussons ce sophisme-là; mais soit, — ce n'est ni le temps ni le lieu d'entamer une discussion : gardez cette conviction erronée. Mais dans votre propre intérêt, ne fermez pas les yeux devant la vérité toute nue : l'Europe orientale, à tort ou à raison, soumet tous ses désirs à la grande question de l'affranchissement national. — Admirez votre supériorité, soyez fières de votre haute sagesse, méprisez la pénurie de notre intelligence, — mais pour votre salut, ne cachez pas votre tête, comme le font les autruches à l'approche du danger. Car c'est là qu'est la condition de la civilisation chez nous, et du salut pour vous. La démocratie socialiste de l'Europe étant avec nous, — nos pays, en s'affranchissant, suivront notre doctrine commune, et le vieux continent deviendra un monde *nouveau*. Mais la démocratie européenne continuant à se démener dans le vide, on verra un jour le nouveau congrès de Vienne, où nos bureaucrates et nos nobles, les czars à leur tête, tendront la main à vos épiciers ayant les Césars pour chefs, et on y déclarera, paraphrasant le célèbre mot de Galilée : « Et pourtant elle reste stationnaire! »

Mais revenons à nos moutons.

Nous parlions de l'antagonisme illogique de deux camps de la démocratie européenne. — A notre avis, le *socialisme* exclusif des uns, comme le *politicisme* exclusif des autres, met cette pauvre Europe dans la situation d'un saltimbanque sur la corde tendue au dessus du Niagara, et à qui l'on demande lequel des deux bouts de la corde il préfère faire couper?...

Nous avouons être plus près du camp de l'exclusivisme socialiste que de celui de ses antagonistes; car le premier est menacé de ne rien être, tandis que l'autre conduit à l'abîme.

Cependant, nous devons reconnaître que ces derniers possèdent plus de tact, si ce n'est plus d'intelligence. — Nous ne savons pas encore ce qui résultera des questions que s'est posée la Ligue de la démocratie politique, connue sous le nom de celle « de la Paix et de la Liberté, » mais rien que sa résolution de toucher, à son Congrès de Lausanne (le 14 Septembre), à ces questions brûlantes : celle de l'Orient et celle de la réorganisation sociale; rien que ce désir d'y voir clair met cette Ligue à une hauteur incontestable.

Nous voulons consacrer notre second article spécialement à l'œuvre du Congrès de Lausanne; et dans celui-ci, nous tenons à démontrer à nos lecteurs que, des cinq questions que se propose d'aborder le Congrès socialiste de Bâle, — quatre au moins ne souffrent pas une indifférence politique.

1° La propriété foncière.

Le Congrès peut confirmer le droit de chacun de garder la portion de terre dont ses ancêtres se sont accaparés, ou qu'il a achetée d'un autre l'ayant possédée au même titre. — C'est là l'unique solution n'engendrant pas la lutte avec l'ordre politique actuel. — Serait-ce socialiste; vaudrait-il la peine de se réunir en congrès pour le confirmer, — cela ne nous regarde! Mais ce qui est incontestable, c'est que toute autre résolution : la propriété commune, la propriété par États, par nationalités, par provinces, par communes, autant que la possession par chaque travail direct et personnel ou par des associations de ces travailleurs, — chacune de ces solutions étant l'arrêt de mort de tous les propriétaires actuels, c'est-à-dire de tous ceux qui constituent l'appui des gouvernements actuels, — tout cela ne serait rien moins qu'un cartel lancé à toutes les puissances de l'Europe.

2° Le droit d'héritage.

Le Congrès de Bâle peut sanctionner ce droit en vigueur, et se déclarer lui-même clos et non avenu. Mais s'il le déclare comme étant la cause primordiale de tout esclavage social, politique et international, il prononcera aussi l'arrêt de mort de *l'hérédité* monarchique, de *l'hérédité* aristocratique, de *l'hérédité* d'église, de *l'hérédité* de conquête faite sur les nations opprimées. C'est-à-dire il proclamera la guerre à toute oppression selon la logique, ou la paix et la soumission en vue du bien-être individuel à qui y parviendra.

3° L'utilisation du crédit pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Chacun sait que le crédit s'appuie sur la quantité du travail productif, et non pas sur la quantité du métal représentant le capital, c'est-à-dire représentant, pour le moment, le moyen d'avoir à son service le travail productif. Par conséquent, les associations ouvrières remplaçant leur manque de monnaie par une garantie collective des travailleurs, non-seulement elles auront le crédit immédiat, mais elles prononcent l'arrêt de mort de tout autre genre de crédit, c'est-à-dire de tous les possédants, et, par conséquent de tous les États s'appuyant sur leurs contribuables...

4° L'instruction populaire universelle.

On peut confier l'instruction du peuple aux prêtres; on peut rendre cette instruction étroitement patriotique; on peut la diriger comme un levier puissant du commerce et de l'industrie. Mais l'utiliser pour transformer les masses ignorantes en autant d'êtres réfléchis, — les socialistes pensent-ils ne rencontrer de l'opposition que dans la bourgeoisie commerciale et industrielle? Mais c'est à dresser contre eux toutes les puissances politiques et sacerdotales!...

Accepteraient-ils cette lutte?

Mais dans ce cas, pourquoi ne le disent-ils pas d'avance et franchement?

L'Égalité, un des organes le plus rationnel de l'association internationale des ouvriers, explique cette absence apparente du programme politique par le désir d'unir d'abord toute la masse des ouvriers sous un seul drapeau, afin d'éviter ainsi toute discorde prématurée...

Puérilité que cela! Prend-on sérieusement tous ces ennemis de l'affranchissement du peuple pour des ignorants et des enfants? Ce serait d'une naïveté impardonnable!

Mais à supposer même qu'ils les laisseront faire; à la première rencontre avec la réalité, leur association, politiquement multicolore, se brisera en mille parties mutuellement ennemies. Évitant la scission en temps de paix, ils se réservent la discorde mortelle au moment de la lutte suprême; c'est-à-dire pensant conduire leur œuvre trop finement, ils la destinent à un péril imminent!

Votre œuvre est grande, amis! elle porte dans son sein le salut du monde; tâchez de vous mettre vous-même à la hauteur de votre œuvre.

PS. — Notre article était déjà écrit, quand nous avons reçu le nº 30 de *l'Égalité*, où, dans l'important article intitulé : « Politique de l'Internationale, » nous avons rencontré la déclaration que voici :

« L'abolition de tous les États territoriaux..... L'établissement de la grande fédération internationale de tous les groupes productifs, **nationaux** et locaux. »

Pourquoi donc le Congrès de Bâle ne pourrait-il pas sanctionner cette déclaration? si vague et si embrouillée qu'elle soit, elle pourrait au moins expliquer la foi de tout honnête démocrate au mouvement socialiste de l'Occident.

Quant à *l'Égalité*, nous l'invitons à suivre vaillamment la route sur laquelle elle s'est décidée à mettre le pied. Nous l'engageons avec toute la sincérité fraternelle à insister à Bâle pour aboutir à la déclaration suivante :

Considérant que la démocratie politique (ou *bourgeoise*, pour plus d'effet) a le désir de se prononcer catégoriquement sur la question cardinale dans l'affranchissement des peuples;

Considérant que ses principes politiques ne sont nullement contraires aux principes de l'association internationale des ouvriers;

Nous déclarons que, dans le cas où cette démocratie adhérerait, lors de son congrès de Lausanne, à nos vœux sociaux et économiques, notre division n'ayant plus raison d'être, — nous inviterons les membres de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* à s'unir avec nous sous un seul drapeau de *l'Association démocratique des ouvriers*.

Si non, non; la postérité jugera.

DES PARTIS POLITIQUES EN POLOGNE

(Suite).

La doctrine et l'action

« Et pourquoi donc César serait-il un tyran? — Pauvre homme! je le sais, il ne serait pas loup, s'il ne voyait pas que les Romains sont des brebis; il ne serait pas lion, si les Romains n'étaient pas des biches. »

Shakspeare.

II

On a bien raison de dire que le contemporain n'est pas bon juge des événements dont il est témoin, et encore davantage celui qui y prend une part active. Et comme il n'y avait presque pas un Polonais pensant qui ne se soit mêlé aux affaires de 1846-49, il n'y a eu de juges que dans la génération qui n'y a pas participé.

Or, cette génération-là, au lieu d'en accuser tel ou tel, en a déduit une conclusion à laquelle la réaction s'attendait le moins : non-seulement elle a souscrit aux principes de l'ancienne Association démocratique polonaise, mais elle a pleinement accepté l'idéal *d'action révolutionnaire*, comme il fut exprimé dans le Manifeste de 1845. Mieux que cela, elle a complété son manque de précision par rapport au pouvoir révolutionnaire, en tranchant résolument en faveur de **la dictature personnelle** pour toute la durée de la révolution.

C'est qu'elle y a reconnu un moyen radical à opposer à toutes les intrigues et à toutes les menées de la contre-révolution, et un moyen qui n'est menaçant que pour les nations chez lesquelles le sentiment de la liberté individuelle n'est qu'un mot de parade, et justifie ainsi la peur de la dictature pouvant aboutir au césarisme. Mais en Pologne, où ce sentiment jaloux prédomine dans chaque citoyen, jusqu'à y avoir produit une anarchie de cinq siècles, sans avoir jamais souffert la moindre usurpation du pouvoir par l'individu aussi puissant qu'il fût; la jeune génération, issue du chaos de 1848, repoussa le spectre étranger, et le principe de *la dictature personnelle en révolution*

fut unanimement sanctionné par la jeune démocratie polonaise (1).

Nous devons à l'extrême obligeance d'un exmembre du gouvernement provisoire polonais de 1863, qui nous a communiqué ses mémoires inédits, des détails les plus curieux sur l'élection dictatoriale du général Mieroslawski :

« C'était dans la séance du 13 Janvier qu'on aborda pour la première fois la question du pouvoir révolutionnaire, dit l'auteur des mémoires. On se prononça d'abord pour un *triumvirat* ainsi composé : Oscar Aveyda, Charles Mikoszewski et Ladislas Janowski, abandonnant le choix du général en chef à leur décision. — Aveyda et Mikoszewski, membres du gouvernement provisoire, étaient présents à Varsovie, mais il fallait attendre l'arrivée de Janowski.

« Il n'est arrivé que le 15, et il déclara solennellement et sur-le-champ renoncer à cet honneur, convaincu qu'il était que la révolution, pour être sérieuse, ne peut pas se passer de la dictature. Ensuite, il proposa pour cette dignité le général Mieroslawski, qu'il ne connaissait pas personnellement, mais dont il parlait avec enthousiasme.

« C'est pour la première fois alors que j'ai entendu parler du général avec tant de conviction, et surtout que je connaissais L. Janowski pour un citoyen du plus grand mérite... Je connaissais aussi Mieroslawski pour être un général de haute capacité, pour être un patriote sincère et dévoué, jouissant d'une grande influence parmi notre jeunesse; mais j'avoue m'être rangé, lors de cette séance, du côté d'Étienne Bobrowski (le seul qui repoussait au sein du comité la dictature), car il soutenait que Mieroslawski étant haï de tous les grands propriétaires du pays, sa nomination provoquerait la *guerre civile;* de plus, que c'était un *impie* qui ne manquerait pas de soulever une *révolution sociale*, etc., etc. Moi, j'ai bien voulu lui confier le commandement général des forces armées de la révolution, mais j'ai voté avec Bobrowski *contre sa dictature civile*...

« Cependant tout le reste du gouvernement provisoire ayant unanimement voté pour lui, — on signa sa nomination et on envoya Janowski à Paris pour transmettre au général cette invitation. Voici le teneur de cet acte :

" Le gouvernement national provisoire,

« Vu le soulèvement commencé de la Pologne, appelle le général Louis Mieroslawski aux fonctions de dictateur et de commandant en chef du dit soulèvement. — Varsovie, le 25 Janvier 1863. »

« Bobrowski, qui détestait *personnellement* Mieroslawski, donna sa démission et fut remplacé par le citoyen Danilowski. . . . .

« Mieroslawski ayant accepté la dictature et se rendant en Pologne, invita le gouvernement provisoire à venir à sa rencontre. En quittant Varsovie, nous avons désigné pour le chef de la capitale *Etienne Bobrowski* (le même qui se déclara avec tant d'acharnement contre le dictateur!). Il associa à son œuvre le citoyen Giller et le citoyen M..., et c'est là (?) qu'ils ont ourdi le projet de la contre-dictature de Langiewicz... »

Ce récit est trop précieux dans sa naïve sincérité pour que nous y ajoutions un mot, et cependant, malgré tout cela, nous tenons à *la morale* que nous avons déduite de l'insurrection de 1863 :

« Il ne suffit pas de vouloir, disions-nous dans le nº 7 de notre feuille, — *il faut savoir vouloir.* »

Les jeunes initiateurs du soulèvement national de 1863, tout en sanctionnant le grand acte de l'Association démocratique de 1845, ont oublié de suppléer en pratique à un autre principe relevé par le Manifeste de 1845, à savoir : « Le gouvernement révolutionnaire a le droit de tout demander, et la nation a le devoir de tout lui accorder. » — Ils ont donné à Mieroslawski ce *droit* « de tout demander ; » mais lui ont-ils donné les moyens de réaliser ce droit?...

Nous n'accusons personne, mais nous tenons à constater le fait que l'inintelligibilité du programme d'action a tué le soulèvement de 1863, tout comme l'absence de ce programme a paralysé les efforts des démocrates en 1846 et 1848. — On a proclamé la dictature; mais a-t-on donné à ce dictateur des armes ou de l'argent pour s'en procurer? Lui a-t-on donné des licteurs, ou au moins une simple garde pour le conduire vers ces paysans sur lesquels il fondait exclusivement tout son espoir? Ne l'a-t-on pas exposé à voir mourir, à ses côtés, sur les champs de Krzywosondz, cette poignée de jeunes héros désarmés, qu'il avait préparés comme instructeurs du peuple soulevé? — On ne saura pourtant répéter cette raillerie aussi lâche qu'idiote des écrivailleurs de la réaction, soutenant que « s'il était un véritable génie, il aurait trouvé tout cela et *pris* lui-même. » C'est-à dire il aurait produit toute une armée avec rien, comme la mythologie a fait sortir Minerve tout armée de la tête de Jupiter!... Une doctrine semblable ne pouvait être inventée que par des croyants à l'immaculée conception de la Vierge.

Et avec cet oubli capital, l'acte même de la dictature ainsi proclamé, — démontrant à l'ennemi où était le centre, et lui dévoilant ainsi sa faiblesse, — n'était ce pas plutôt une condamnation à la défaite, compromettant même le grand principe de l'action révolutionnaire? — Et voilà, qu'en effet, la réaction impuissante à empêcher la proclamation de la dictature, n'ayant pas réussi à la paralyser à l'aide du triple cordon des polices alliées qui barrait le passage de Mieroslawski en Pologne, — elle parvint à la rendre *nulle*, en la frappant de sa propre arme. — Comme on a opposé contre la Russie des czars une Russie des pseudo-Haïdamack, de même on opposa à la dictature du mérite la contre-dictature du premier venu.

Nous avons beaucoup trop, et trop souvent parlé du drôle nommé *dictateur* pour l'humiliation de la démocratie, pour ne pas avoir le droit de dire quelques mots pour sa défense. — La main sur la conscience, nous nions cette accusation en vogue aujourd'hui, comme quoi Langiewicz a fait périr l'insurrection de 1863. — Cet infracteur, instrument stupide de la cabale jésuite et nobiliaire, fut, selon nous, aussi peu coupable dans l'échec de la révolution, qu'il n'aurait pu lui être utile s'il l'eût voulu.

Le soulèvement de 1863, à notre avis, a été vaincu non pas parce qu'il y avait un Langiewicz, mais parce qu'*un Langiewicz a pu s'y trouver.*

En vérité, comment une conjuration, dirigée précisément par les hommes qui ont créé la dictature, a-t-elle pu se soumettre, ne fût-ce que pour un instant, à un aventurier inconnu, proclamé par une cabale mystérieuse, et seulement assez infâme pour l'accepter malgré l'obéissance qu'il a jurée au gouvernement national?...

C'est cette question précisément qui occupa toute la démocratie consciencieuse parvenue à se sauver la vie de ce guet-à-pens fratricide.

Et quand, pour y répondre, on s'est aperçu du principe ignoré jusque-là que la dictature, comme base de la démocratie militante, ne doit pas être une apparition accidentelle, mais un drapeau permanent et visible de tout le corps organique de cette démocratie, aussi bien que l'organisation même de cette démocratie, — tout le temps de la période révolutionnaire dans l'histoire de la patrie, c'est-à-dire jusqu'au triomphe du peuple, — ne doit être qu'une constante conspiration toujours prête au combat; — quand la jeune démocratie polonaise s'est convaincue de ces lois, fruit d'une expérience de vingt ans, et scellées du sang des martyrs de 1848 et 1863, tout autant que ses pères se sont convaincus des *principes* de la démocratie; alors, à l'effroi de la réaction et à la stupéfaction des doctrinaires, la jeune démocratie répondit à l'allégresse de l'ennemi par le rétablissement de l'Association démocratique polonaise, en n'y ajoutant que le principe complémentaire sur l'idéal d'action.

Cet idéal-là se formule ainsi :

Toute la démocratie sérieuse et honnête, confessant les principes de 1836-45, groupée en un corps homogène et solidaire, agit sans interruption comme une conjuration prête à tout événement, ouvertement dans les pays où elle est tolérée, et latente où elle ne peut se manifester au grand jour. — Cette conjuration des éléments consciencieusement démocratiques se considérant *à priori* comme l'unique représentant du peuple, arbore, dans la personne de son président, élu pour chaque année, son drapeau visible à tout le monde, lui confiant, comme à un chef de la démocratie à l'ordre de bataille, et comme à un dictateur présumé de la révolution nationale que cette conjuration doit faire naître, toutes ses affaires politiques sans exception. — Quant aux membres de cette démocratie conjurée, leur rôle est double : d'abord ils constituent, tous et solidairement, garantie des actions et des engagements de leur mandataire; ensuite, chacun d'eux pris séparement n'est qu'un simple soldat du bataillon marchant vers le salut de la patrie et obéissant au commandant de son libre choix.

---

(1) Il est à remarquer que plus un peuple courbe la tête sous le despotisme, plus sa démocratie est chatouillée, plus elle a peur que la dictature n'aboutisse au césarisme. — Les Athéniens de l'antiquité, autant qu'ils aimaient la liberté plus que la vie, ne craignaient pas de se soumettre à Thémistocles ou à Périclès; mais quand la corruption remplaça ce sentiment d'indépendance, ils n'attendirent pas un **dictateur** pour les subjuguer, et ils invitèrent eux-mêmes un étranger pour cette besogne, Philippe de Macédoine.— Les Romains, aussi longtemps que le républicanisme était dans leurs cœurs, n'avaient pas peur de se choisir des dictateurs, et ni Marcus Valérius, ni Cincinnatus, ni Fabius Maximus ne les ont trahis. Mais quand la République romaine se transforma en un champ d'oppression, et tout Romain en oppresseur, Marius, Sylla, Pompée, se succédèrent. Il s'y trouva un Brutus pour tuer César, mais peine perdue! les Romains trouvèrent un Octavien Auguste...

Voyons les nations modernes. — Les Américains se fièrent à Washington, à Bolivard et à Juarez; les Italiens à Garibaldi; les Français à Cavaignac; les Hongrois à Kossuth, les Polonais à Kosciuszko et à Chlopicki. C'étaient de vrais dictateurs, de nom et de droit; lequel d'eux a trahi son serment?

Ce sont les Allemands et les Russes qui appréhendent le plus le pouvoir dictatorial...

Pestel, le héroïque, le sublime Pestel, excitait la méfiance de ses co-conjurés russes; ils avaient peur qu'il ne devienne *un Napoléon!*

« C'est vrai, leur répondit-il, je suis ambitieux; c'est pourquoi je tâcherai de devenir un Washington. Mais à supposer même que je sois assez petit pour rêver le césarisme; que perdriez-vous eu changeant un czar contre un César? »

A propos des Napoléons, et pour terminer notre excursion historique ; *les avait-on choisis pour dictateurs?* — Le premier comme le troisième étaient entourés de toutes les précautions constitutionnelles possibles. — Si l'un a fait son 18 Brumaire, et l'autre un 2 Décembre, c'est qu'ils étaient sûrs d'avance que le peuple les approuverait. Et la statistique des plébiscites est là!...

Il est injuste de confondre la cause avec les conséquences : ce n'est pas la dictature qui a produit le césarisme français, mais c'est la corruption bourgeoise qui a eu pour contre-coup une dictature césarienne.

Non, la démocratie sérieuse en Pologne ne craint pas une dictature; car chacun de nous est prêt à engager sa tête que tout dictateur de notre choix déposera son pouvoir au jour de la victoire du peuple. — Il n'y a que la Pologne traitresse, nobiliaire et anarchique qui a peur de la dictature!

D'après cet idéal, toute la Pologne patriotique s'exprime en trois fonctions algébriques : 1° le peuple ; 2° la démocratie ; 3° le président de la démocratie organique, devenant dictateur du pays, dès que le peuple adhère au programme de sa démocratie.

Ainsi, autant la démocratie est responsable devant son peuple, autant son président est responsable devant elle ;

Autant le peuple est solidairement responsable pour l'honnêteté et le savoir de sa démocratie, autant celle-ci répond de l'honnêteté et du savoir de son président élu ;

Autant le contrôle et le jugement sur l'action de la démocratie ne relèvent que du peuple, autant la démocratie organique est le seul contrôleur et l'unique juge de son mandataire.

Mais de l'autre côté, autant il est du devoir de la partie patriotique de la nation de suivre et d'aider les indications de la démocratie, autant cette dernière doit obéir aux indications de son chef mandataire.

L'incapacité de la démocratie, le peuple punie par la non-acceptation de ses vœux ; l'incapacité du président, la démocratie punie de sa démission.

Mais les prévarications et la trahison de la démocratie et de son élu n'ont qu'à attendre une *seule* condamnation... Le peuple, logicien suprême, n'admet pas de condamnation pour corriger ou se venger ; il brise ses entraves ou tombe vaincu !

A part les traîtres à la patrie, les réactionnaires et les indécis, — cet idéal-là n'est pas accepté aussi de tous les doctrinaires démocratiques, des icariens, des théoriciens et des *habiles*. — Bien des démocrates polonais repoussent ces « extrémités, » pensant qu'il suffit de remplacer une « diétine nobiliaire » par une « diétine démocratique » pour que le peuple polonais se délivre de son quintuple joug, comme par miracle, sans coup férir, par la force seule de leurs votes...

Hélas ! ils sont nombreux encore ! S.

(*A suivre*).

NOS AFFAIRES EN GALICIE

L'article : « *Il y a 300 ans !* » publié dans le n° 23 de notre feuille, a produit l'effet d'un *memento mori* prononcé le jour de la noce, au beau milieu de la fête...

Que tous nos *nobles* compatriotes, que tous nos modérés et les pseudo-démocrates crient à la trahison, qu'on nous accable d'injures et de menaces ; tout cela nous le savions avant de prendre la plume pour remémorer à la *szlachta* ce qui existait en Pologne « il y a 300 ans. » C'est pourquoi nous nous sommes décidés à ne pas accorder la moindre attention à tout ces cris d'alarme.

Mais nous avons reçu des reproches de nos amis qui, disent-ils, « ne s'attendaient pas à tant de *dureté* de notre part, même pour la szlachta, *plus ignorante que coupable*. » — A ceux-là nous voulions borner notre réponse à celle-ci : « Regardez, réfléchissez, déduisez, et vous serez « durs » comme nous, car vous aimez comme nous !... »

Mais nous avons aussi reçu des lettres de nos amis, qui aiment et voient comme nous. Adhérant complétement à *l'idée* de notre article, ils trouvent qu'il fallait y expliquer la raison qui nous l'a dictée, car, sans cela, disent-ils, cet article produit l'effet « d'une querelle que nous cherchons quand même. »

Nous avons pensé que tout lecteur de bonne foi trouvera cette explication dans les articles sur « *nos fédéralistes* » et « *nos Ruthènes*. » Nos correspondants les trouvent insuffisants ; ces articles étant d'un caractère spécial, il pourrait se trouver des lecteurs qui ne les lisent qu'en feuilletant...

Soit ; expliquons-nous.

Chacun comprendra que, grâce à une certaine coquetterie du gouvernement de Vienne, la Galicie joue actuellement un rôle prépondérant dans notre question. Les yeux de tous les patriotes sont fixés, et avec raison, sur cette province qui est la plus arriérée de la Pologne, — non qu'on s'attende à quelque chose de sérieux de la part de l'Autriche (grâce à Dieu, notre optimisme ne va pas jusque-là !), ni qu'on y établisse des comités révolutionnaires (pour cela on n'a pas besoin du libéralisme de M. de Beust. Bach et Metternich les avaient sans être trop libéraux, comme Mouraview les avait à Wilno, et Bibikow à Kiew !) ; mais parce que les bons citoyens, profitant du moment, y peuvent *légalement* développer les idées nationales, démocratiques et civilisatrices, dont cette malheureuse partie de la Pologne, victime du jésuitisme autrichien, a un si profond besoin.

Aussi, *le Peuple polonais* ne parlait toujours qu'avec une extrême sympathie de tout pas fait en ce sens, et nous ne faisions nos remarques qu'avec une indulgence tout fraternelle.

A mesure que grossissaient les rangs de la presse indépendante, nous saluions avec empressement tout nouvel organe. Même quand quelques-uns de nos ci-devant amis nous trompaient cavalièrement, en se mettant avec leur *démocratisme* sous le patronage de MM. Sapieha et Somelson ; ayant égard à leurs difficultés financières, nous nous sommes tus, et nous nous taisons encore... malgré qu'ils font chorus avec le *Czas* pour apaiser le peuple de Cracovie s'acharnant contre les jésuites.

Quand MM. Szmitt et Smolka ont conçu l'idée de former une société pseudo-démocratique, en concurrence avec l'Association sérieusement démocratique ayant son centre en émigration, nous les avons complimentés, bien que nous connaissions le quiétisme de M. Szmitt et la suffisance de M. Smolka.

Quand ces messieurs transformaient cette société en une confrérie chrétienne, ne parlant que de Jésus et de son évangile, — nous nous taisions, sans approuver pourtant cette étrange concurrence faite aux carmélites déchaussées...

Quand M. Smolka l'utilisa comme devant le seconder dans sa campagne autonomique contre le Reichsrath de Vienne, nous nous sommes bornés à lui faire remarquer très-doucement que ce n'était pas précisément tout le rôle de la démocratie polonaise.

Mais quand M. Szmitt nous fit croire d'avoir compris la situation ; quand il se mit à parler aux Galiciens et aux Lodomériens de l'histoire polonaise, — ce n'est pas nous qui lui avons marchandé notre reconnaissance !

Nous nous sommes tus quand ces chefs de la démocratie de Léopol se mirent à organiser des démonstrations, bien que nous soyons profondément opposés à tout cri avant la bataille, comme à un faux pas ne trompant que les *démonstrateurs* convaincus qu'ils font *quelque chose*, et pour cela même ne faisant rien.

Ainsi, on se mit à enterrer, pour la seconde fois, notre « roi des paysans, » Casimir III le Grand ; nous nous sommes encore tus, autant par respect pour la mémoire de cet homme de bien que par esprit de conciliation.

Notre déférence allait jusqu'à laisser passer sans protestation l'amusement fédéraliste qui, estropiant l'histoire, voulait voir dans *l'Union de Lublin*, Dieu sait quelle confédération, non-seulement de la Pologne avec la Lithuanie, mais avec cette Ruthénie fantasmagorique...

Nous y condescendions autant que cela nous paraissait inoffensif. Nous pensions qu'on s'y bornerait aux toasts portés à cet *archange*, la chauve-souris de Kiew, déclarée par nos politiciens comme les armes de la dite « Ruthénie » ; nous pensions qu'on n'y *fraterniserait* qu'avec quelques rêveurs d'étudiants, se déclarant être les représentants de la « nation ruthène » ; — cela pouvait prêter à rire, et il n'y avait pas à s'en préoccuper.

Mais quand nous avons appris qu'au lieu de ces rêveurs *ruthènes*, M. Smolka invitait les prosaïques réalistes, les agents salariés du czar en Galicie, les popes de Saint-Iour ; quand au lieu d'une fédération comique, on devait y autoriser cette séquelle à parler de la séparation de cette prétendue « Ruthénie » ; quand nous avons vu non-seulement la szlachta, mais quelques-uns de bons patriotes se méprenant ; cette extravagance nous a forcés à changer de ton. M. Szmitt fut désigné comme devant parler à l'Europe de cet acte de la démence nobiliaire ; il était donc de notre devoir de prévenir les vrais amis de la Pologne que notre peuple n'y était pour rien.

Et nous avons prouvé, l'histoire et les journaux contemporains de la Galicie à la main, que ce que pensait notre peuple, *il y a 300 ans*, il le pense encore actuellement. Se sentant un et indivisible, il laisse la szlachta se quereller pour fraterniser, se séparer pour s'unir, se battre pour s'embrasser : il ne pense lui qu'à combattre la cause de tous les maux de *toute* la Pologne, et qu'il la voit, comme nous, dans la coalition *nobilo-cléricale*.

Ce n'était pas notre droit, c'était notre devoir. Plus grand était le nombre des insensés ou des coupables, plus imposant fut notre devoir.

Si nos amis voulaient nous accuser de modérantisme, peut-être auraient-ils quelquefois raison ; mais nous reprocher trop de *dureté*, c'est prouver qu'ils ne voient pas ce qui se passe autour d'eux. — Pensez au peuple, amis, et ne vous préoccupez pas des démonstrations et de la colère nobiliaire. Ils s'étaient réunis au nombre de plus de 100,000, sous ce même Léopol, il y a 300 ans (en 1537) ; mais ils se dispersèrent comme le duvet devant la volonté du peuple, quand il y eut quelque pouvoir en Pologne.

Pour la Rédaction : A. Szczęsnowicz et Ch. Brazewicz.

Genève. — Impr. Pfeffer & Puky.